

LES MAXIMALISTES ACCEPTENT SANS RÉSERVES LES CONDITIONS DE PAIX ALLEMANDES

# EXCELSIOR

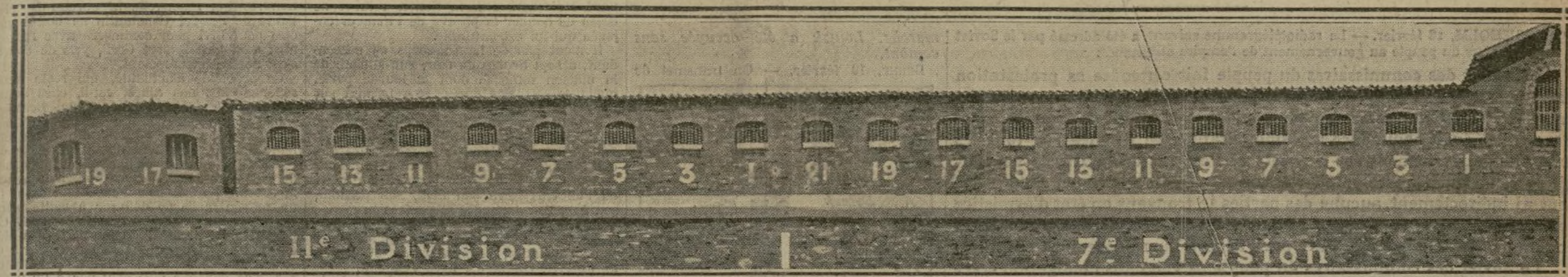
9<sup>e</sup> Année. — N° 2.654. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON.

Mercredi  
20  
FÉVRIER  
1918

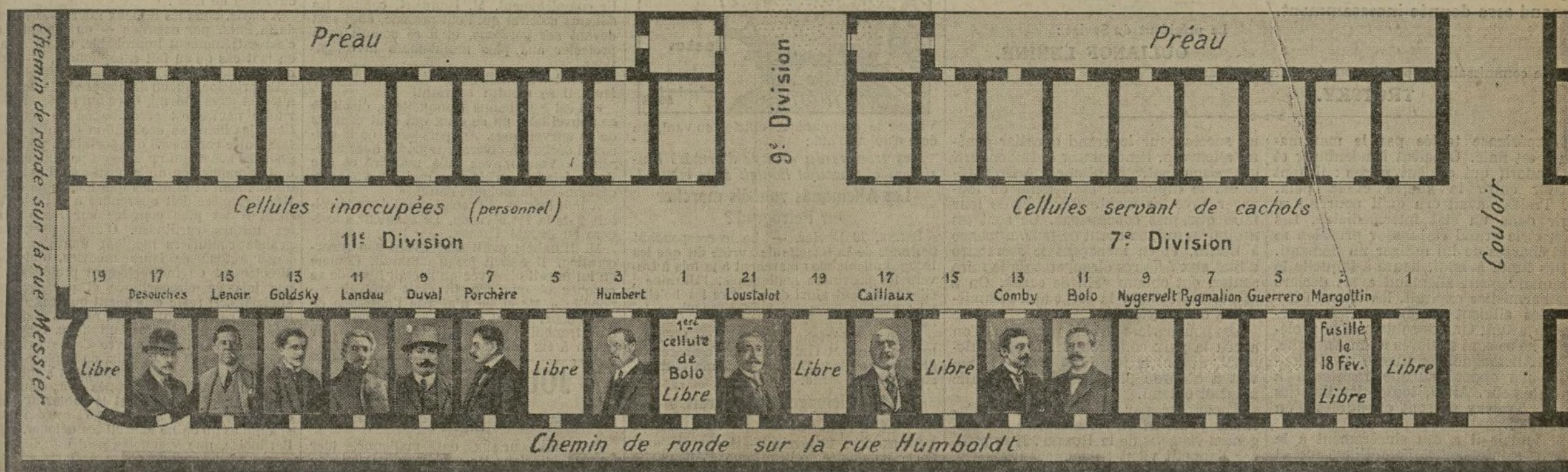
RÉDACTION & ADMINISTRATION  
20, rue d'Engien, 20 — PARIS (X)  
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 1500  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France : 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Étranger : 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, B<sup>is</sup> des Italiens. — Tél. : Cent. 80-88  
— PIERRE LAFITTE, FONDATEUR —

## LES HOTES NOTOIRES DE LA PRISON DE LA SANTÉ



VUE EXTÉRIEURE DES CELLULES QU'ILS OCCUPENT DANS LA SEPTIÈME ET DANS LA ONZIÈME DIVISION  
Les fenêtres grillées que l'on voit ici, avec, au-dessous, les numéros correspondants des cellules, sont identiques à celles des locaux que les inculpés occupent à l'étage inférieur et qui, sensiblement plus

lugubres encore, prennent vue sur le mur du chemin de ronde. On peut repérer le nom des occupants de chaque cellule en se reportant au plan que nous publions ci-dessous avec les numéros correspondants.



PLAN DES SEPTIÈME ET ONZIÈME DIVISIONS. — ON Y VOIT LES VINGT ET UNE CELLULES, DONT QUATORZE SONT OCCUPÉES  
M. Charles Humbert a été incarcéré, avant-hier, dans la cellule n° 3 de la 11<sup>e</sup> division de la prison de la Santé, que M. Turmel occupait avant lui. On sait que le député de Guingamp avait quitté la prison de la Santé pour l'infirmerie de Fresnes. Il doit réinté-

grer aujourd'hui une des cellules qui prennent jour sur le mur de la rue Humboldt. Sept locaux cellulaires sont encore libres, sur vingt et un, dans les deux divisions. La cellule n° 3 — qui compte parmi les sept — abritait Margottin, fusillé avant-hier.

## LA SIGNATURE DU TRAITÉ DE PAIX DE BREST-LITOVSK



LES DÉLÈGUES DE L'UKRAINE ET DE LA QUADRUPLE APPOSENT LEURS SIGNATURES AU BAS DU TRAITÉ DE PAIX  
C'est la séance de clôture. Les négociations, qui furent laborieuses, ont abouti. Et la nuit du 8 au 9 février, qui entendit la lecture du premier traité de paix conclu depuis le début de la guerre, est entrée dans le domaine de l'Histoire. Notre photo montre le lieu et les personnages : 1<sup>o</sup> Le comte Czernin, ministre des Affaires étrangères autrichien; 2<sup>o</sup> M. von Kühlmann, secrétaire d'Etat allemand; 3<sup>o</sup> M. Radosiawski, président du Conseil bulgare; 4<sup>o</sup> Talaat pacha, grand-vizir de Turquie; 5<sup>o</sup> le général Hoffmann, plénipotentiaire du Conseil supérieur de guerre allemand; 6<sup>o</sup> M. Lewytzky, membre de la délégation ukrainienne. C'est le premier document qui soit parvenu à Paris.



# LES MAXIMALISTES CAPITULENT SOUS LA MENACE ALLEMANDE

Les troupes ennemies ayant repris l'offensive, le Soviet souscrit entièrement aux conditions de paix imposées par la Quadruplice.

## LES ALLEMANDS VONT-ILS ARRÊTER LEUR PROMENADE MILITAIRE ?

STOCKHOLM, 18 février. — Le radiotélégramme suivant a été adressé par le Soviet des commissaires du peuple au gouvernement de l'empire allemand :

Le Soviet des commissaires du peuple fait entendre sa protestation contre le fait que le gouvernement allemand a fait marcher ses troupes contre la République russe des Soviets, qui avait déclaré terminé l'état de guerre et avait commencé la démobilisation de l'armée sur tous les fronts. Le gouvernement des Ouvriers et Paysans de la Russie ne pouvait pas s'attendre à une pareille action par ce seul fait que, ni directement ni indirectement, aucune des parties se trouvant en état d'armistice n'avait dénoncé cet armistice sept jours à l'avance, ainsi qu'on s'était réciproquement engagé à le faire par l'accord du 15 décembre 1917.

Le Soviet des commissaires du peuple se voit dans l'obligation créée par les circonstances de déclarer qu'il consent à souscrire aux conditions qui avaient été proposées par les délégués de la Quadruple-Alliance à Brest-Litovsk. Le Soviet des commissaires du peuple déclare que la réponse aux conditions précises de paix émises par le gouvernement allemand sera donnée incessamment.

Le président du Soviet :

OULIANOF LENINE.

Le commissaire du peuple pour les Affaires étrangères :

TROTSKY.

L'expérience tentée par le maximalisme est finie. C'étaient Hindenburg et Ludendorff qui avaient raison : il faut choisir entre la guerre et la paix. M. Trotsky avait cru qu'il pourrait se tenir dans un état intermédiaire. Les faits et le grand état-major prussien se sont chargés de lui infliger un démenti.

Des lundi à midi, heure à laquelle le commandement allemand avait déclaré que l'armistice expirait, les troupes impériales allaient commencer leur marche en avant. Or, les soldats et le prolétariat ne se sont soulevés ni en Autriche, ni en Allemagne. La Russie révolutionnaire n'a opposé aucune résistance à l'invasion. Ainsi, toutes les théories de M. Trotsky se sont effondrées d'un seul coup.

Si jamais il a cru sincèrement à la guerre sainte contre le militarisme et l'impérialisme, ses illusions auront dû céder devant la réalité.

La route de Petrograd était ouverte. Le Soviet a donc pris la seule décision qu'il lui restait à prendre : il a fait savoir qu'il s'inclinait devant la force et qu'il était prêt à accepter les conditions de la Quadruplice.

Il ne faut pas se le dissimuler : c'est

un succès pour le grand quartier général allemand. Hindenburg et Ludendorff ont raison contre Kühlmann. A Brest-Litovsk, le diplomate était tenté de loucher avec les maximalistes et de leur faire quelques concessions. Ce sont les militaires qui, en usant de leur influence à Berlin, et en menaçant le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de le faire sauter, ont obtenu gain de cause. On a mis le couteau sur la gorge aux commissaires du peuple.

Les pourparlers ont été rompus et l'on a cru la paix compromise. Mais finalement, devant la force des armes, le Soviet a accordé plus que la diplomatie n'aurait obtenu.

Encouragé par le succès, le militarisme prussien va-t-il accroître ses exigences vis-à-vis de la Russie ? Il se peut, car l'appétit vient en mangeant.

Mais il songera plutôt, ayant fini à l'est, à se retourner contre le front occidental. Là les Alliés attendent le choc. Loin de partager les illusions du Soviet, ils sont instruits par ses expériences : ce n'est pas seulement avec des principes qu'on résiste au militarisme prussien.

Jacques BAINVILLE.

## DVINSK ET LOUTZK SONT OCCUPÉS par les armées des Empires centraux

Au lendemain de la rupture des négociations de Brest-Litovsk, nous écrivions ici que les Allemands n'avaient que le choix entre deux alternatives : garnir le front russe d'un cordon de troupes, sorte de cordon sanitaire destiné à empêcher la propagation en Allemagne de l'épidémie maximaliste, ou prendre l'offensive contre un ennemi inexistant. C'est le second parti qui a été choisi, à cause de l'influence prépondérante de l'état-major prussien, et aussi parce qu'il a paru impossible, sans doute, de maintenir le moral des troupes sans les mener au combat.

Pour la première fois depuis le début de décembre dernier, des communiqués allemands annoncent que des opérations militaires ont eu lieu en Russie. Les troupes allemandes marchent d'une part sur l'Ukraine, en partant de Kovel, et se dirigent sur Loutzk, d'autre part sur la ville de Dvinsk, que même après la prise de Riga, ils n'avaient pu emporter, ni même attaquer sérieusement, la position d'Illuxt, qui la couvre au nord, restant au pouvoir des Russes.

Dans la première de ces deux directions, les forces ennemies se sont emparées de Loutzk.

Dans la seconde, la ville de Dvinsk a été occupée. Nulle part les Russes n'ont offert la moindre résistance.

Cette double démonstration paraît avoir suffi aux maximalistes qui déclarent se soumettre aux conditions de l'ennemi.

Reste à savoir si avant de reprendre les négociations interrompues, les Allemands ne voudront pas profiter d'une si bonne occasion pour étendre leur carte de guerre et acquérir de nouveaux gages.

Jean VILLARS.

### Les communiqués officiels ennemis

BALE, 19 février. — On transmet de Berlin le communiqué officiel suivant en date du 18 février :

Sur le front grand-russien, les hostilités ont recommencé aujourd'hui à midi. La Dwina a été atteinte dans une avance sur Dvinsk.

Appelées à l'aide par l'Ukraine, dans

SITUATIONS Brochure envoyée franco

son dur combat contre les Grands-Russiens, nos troupes ont commencé à avancer vers Kowel.

BERNE, 19 février. — On transmet de Berlin le communiqué officiel suivant, en date d'aujourd'hui :

THÉÂTRE ORIENTAL DE LA GUERRE. — Les troupes allemandes sont entrées hier soir à Dvinsk. Elles n'ont rencontré que peu de résistance. Les ennemis s'étaient retirés pour la plupart. Les tentatives faites pour détruire les ponts de la Dwina n'ont pas réussi. De part et d'autre de Loutzk, nos divisions sont en

marque. Loutzk a été occupée sans combat.

BERNE, 19 février. — On transmet de



Vienne le communiqué officiel suivant, en date d'aujourd'hui :

Les troupes du groupe d'armées Linsingen ont occupé Loutzk sans combat.

Les Allemands vont-ils marcher sur Petrograd ?

BERNE, 19 février. — Le correspondant berlinois de la Gazette de Zurich dit que les troupes allemandes marchent à la fois à travers les provinces baltes et l'Ukraine ; elles menacent ainsi de prendre les bolcheviks comme dans les mâchoires d'une tenaille.

Selon une dépêche d'Amsterdam, les Allemands auraient l'intention de s'emparer de l'Esthonie et de la Livonie, et de marcher ensuite sur Petrograd.

L'Allemagne préparerait un débarquement militaire en Finlande

STOCKHOLM, 18 février. — La presse suédoise enregistre le bruit que l'Allemagne prépare un débarquement de troupes en Finlande — principalement un bataillon finlandais de l'armée allemande — combiné avec une action navale dans la Baltique, et un débarquement, sur les points inoccupés de la Livonie et de l'Esthonie.

Ces rumeurs semblent confirmées par l'attitude agressive de la presse allemande à l'égard de la Russie, ainsi que par l'expiration de l'armistice aujourd'hui. (Radio.)

Un combat dans les îles d'Aland entre Finlandais et Russes

STOCKHOLM, 18 février. — Les événements d'hier ont créé, aux îles d'Aland, une situation extraordinaire. Un important détachement de troupes finlandaises, qui venait de débarquer, a engagé le combat avec les troupes russes, tandis que les délégués suédois étaient en négociations pour obtenir, par voie pacifique, le départ de celles-ci.

Les négociations suédoises ont repris aujourd'hui, avec chance de succès. Le gouvernement suédois a demandé au ministre de la Finlande à Stockholm de prendre part aux négociations.

D'autre part, un communiqué officiel du gouvernement suédois dit qu'un bris-glace et le vapeur Heimdall sont partis pour les îles d'Aland, avec des forces de la garde militaire. Le départ pour Maontyholo de la troisième expédition de rapatriement des Scandinaves est ajourné. L'échange de coups de feu sur les îles d'Aland a cessé.

## AU PROCÈS DU COLONEL REPINGTON



LE LIEUTENANT-COLONEL REPINGTON SORT DU TRIBUNAL DE BOW-STREET. On voit sur notre photographie : 1. Le lieutenant-colonel Repington ; 2. M. H. A. Gwynne ; 3. Mrs Repington ; 4. Mrs Gwynne.

## M. CHARLES HUMBERT OCCUPE A LA SANTÉ L'ANCIENNE CELLULE DE M. TURMEL

Le sénateur de la Meuse a été inculpé de commerce avec l'ennemi.

L'arrestation du sénateur de la Meuse n'a pas pris au dépourvu M. Charles Humbert, et du Mesnil-Guillaume à Paris, du boulevard Malesherbes à la Santé, celui-ci ne cessa de donner la preuve de l'humeur enjouée qui lui est naturelle.

Il n'eut pas de haut-le-corps en descendant, à sept heures du soir, sur le seuil de la maison fameuse dont la lourde porte, quelques secondes après, se referma sur lui.

Conduit au cabinet du directeur par M. Priole, M. Humbert rendit hommage au fait et à la discrétion du commissaire aux délégations judiciaires du camp retranché de Paris. On le fit passer ensuite au greffe où l'on enregistra son nom, son prénom, son âge, son domicile, sa profession :

Humbert Charles, 52 ans, sénateur, 167, boulevard Malesherbes. Ordre d'écrou de M. Bouchardon, rapporteur au 3<sup>e</sup> conseil de guerre : commerce avec l'ennemi.

Cette formalité fut suivie de celle de la fouille, qui n'est pas moins pénible. L'opération se passa dans une salle spéciale de la 7<sup>e</sup> division. Ordinairement quatre ou cinq détenus subissent ensemble cette visite pour laquelle ils sont obligés de se dévêtir complètement. M. Humbert, comme les détenus notoires qui l'ont précédé, était seul devant ses gardiens, et il se soumit sans protester aux plus minutieuses investigations.

Il était très maître de lui, et partout ailleurs il se montra souriant.

« Il est à la bonne franquette », disait de ce nouvel hôte de ceux qui sont chargés de sa surveillance. Au personnel de la prison il déclara à diverses reprises avec aménité : « Vous n'avez qu'à me dire ce que j'ai à faire, ce n'est pas moi qui vous occasionnerai le moindre ennui. »

A huit heures, il prenait place dans la cellule 3 de la 11<sup>e</sup> division. Le sénateur succéda au député Turmel.

M. Humbert avait dîné avant son incarceration. Il écrivit jusqu'à minuit. Comme on lui faisait observer qu'il était libre de se coucher et que son lit était prêt, il répondit : « Merci, je n'ai pas l'habitude de me coucher avant minuit. » Après une nuit d'un tranquille sommeil, il était debout hier matin à six heures.

## LA JOURNÉE AU PALAIS

### L'affaire Lenoir-Desouches-Humbert

Quelques curieux ont stationné, hier après-midi, dans les couloirs du Palais de justice, espérant y apercevoir M. Charles Humbert. Leur attente a été déçue. Le nouvel hôte de la Santé n'a pas quitté sa cellule. Il y a reçu, à 17 heures, la visite de M. Jean Baux, secrétaire de M. Morogian.

Nous avons dit que l'inculpation de commerce avec l'ennemi, relevée contre MM. Lenoir et Desouches, avait été transformée en celle d'intelligences avec l'ennemi. Notification en a été faite aux intéressés, hier après-midi, par le lieutenant Bondoux, qui a été chargé du nouvel ordre d'information.

L'inculpation qui pèse sur M. Charles Humbert est toujours celle de commerce avec l'ennemi. Pour la transformer, il serait nécessaire d'obtenir, au préalable, du Sénat, une nouvelle levée d'immunité.

### L'affaire Caillaux

Deux nouveaux témoins, dont les noms sont tenus secrets, ont déposé devant le capitaine Bouchardon.

### La santé de M. Turmel

Le docteur Soguet ayant été chargé par le capitaine Mangin-Bocquet de se rendre compte de l'état de santé de M. Turmel, s'est rendu, hier, à l'infirmerie de la prison de Fresnes où avait été transporté le député de Guingamp. A la suite de cette visite, le distingué praticien a établi un rapport concluant à l'amélioration de la santé de l'inculpé. Il est probable, en conséquence, que M. Turmel réintégrera dès aujourd'hui la Santé, mais non son ancienne cellule puisqu'elle est occupée depuis hier par le sénateur Humbert. Le maire de Loucéac sera probablement conduit, cet après-midi devant le capitaine instructeur, qui lui fera subir un nouvel interrogatoire.

### L'affaire Paul Comby

Le lieutenant Jousselin a entendu, hier matin, les dépositions de deux personnes qui ont été en relations avec M. Paul Comby.

### L'affaire Max Raymond

M. Max Raymond, directeur des On-dit, dont nous avons annoncé l'arrestation pour escroqueries commises au préjudice de M. Louis Penroy, industriel à Orléans, proteste de son innocence. Il prétend n'avoir traité avec celui-ci que parce qu'il était commanditaire de son journal pour une somme qui n'atteint certainement pas 800.000 francs.

De son côté, M. Louis Penroy déclare ne pas avoir porté de plainte contre M. Max Raymond, et affirme que les sursis d'appel auxquels il a été fait allusion ne sauraient avoir de rapport avec l'affaire en question.

16.000 kilos d'explosifs sont lancés par nos avions sur des objectifs ennemis

(OFFICIEL). — Dans les journées des 16, 17 et 18 février, nos pilotes ont abattu ou gravement endommagé, au cours de nombreux combats, dix-huit appareils allemands. En outre, un ballon captif ennemi a été incendié.

Dans la journée du 18, et dans la nuit suivante, nos escadrilles de bombardement ont lancé seize mille kilos d'explosifs sur des objectifs ennemis, notamment sur les gares de Metz-Sablon, Forbach, Bendorf, les dépôts d'Essenheim, où un violent incendie s'est déclaré, ainsi qu'il est sur divers terrains d'aviation.

## BERLIN ET VIENNE COPIENT NOS MODES MAIS N'ACHÈTENT PAS RUE DE LA PAIX

Certaines exceptions fâcheuses ne font que confirmer cette règle.

Un membre de la Chambre des communes a posé, en séance, cette « colle » au gouvernement britannique : « Un tailleur de Londres qui renouvelle la garde-robe élégante de l'ex-roi Constantin ne doit-il pas être poursuivi pour commerce avec l'ennemi ? » Et lord Robert Cecil, pris de court, s'est déclaré incompétent.

Ce problème d'actualité, qui reste sans réponse chez nos alliés, est-il, chez nous, de quelque intérêt ? La Neue Berliner Rundschau voudrait le faire croire, et s'imaginant-elle pas, pour cela, de dire à ses lecteurs que le trousseau d'une princesse de Saxe était, dans ce qu'il avait de plus joli, de plus léger, de plus pimpant, l'œuvre de la couture parisienne ? Peut-être était-ce là un moyen facile de délivrer à ladite princesse un brevet d'élégance et de goût. Ce petit tour de plume : « Le trousseau a été, en grande partie, confectionné à Paris », économisait toutes les épithètes louangeuses. Nos ennemis n'en sont pas à un mensonge près, et celui-ci est fait, au fond, pour nous flatter.

Pourtant, si ce certificat d'origine était sincère ? Si les petites mains françaises avaient travaillé, pour nos ennemis, à des ouvrages de fées ?

A Paris, dans les milieux intéressés — rue de la Paix, par exemple — on répond que c'est extrêmement improbable. Ce ne serait en tout cas qu'un fait exceptionnel, un accident.

En principe, aucun de nos produits ne peut aller en pays ennemi, et ce qui passe en territoire neutre est accompagné de déclarations justifiant sa destination définitive. En fait, notre commerce d'exportation, pour gagner les zones qui ne lui sont pas interdites, doit triompher de mille obstacles. Les expéditions sont si difficiles que toute une clientèle étrangère doit apprendre à notre détriment à ne plus compter sur Paris avec les mêmes certitudes. D'autre part, nos grands couturiers montent une garde jalouse autour de leurs modèles, qui sont directement ou indirectement protégés par nos lois de circonstance et par les lois anglaises. Il reste cependant que ces modèles sont rapidement copiés, plagés et dépréciés par de maladroites imitations. Berlin et Vienne peuvent donc suivre d'assez près les modes de la rue de la Paix, de la place Vendôme et des Champs-Élysées. S'il s'agit des objets mêmes, confectionnés chez nous, la contrefaçon, la fraude et le subterfuge ont divers moyens de s'exercer, et ceux-ci sont si simples qu'on ne saurait les déjouer. Une Berlinoise, une Vienneise peut difficilement commander quelque chose à Paris en s'adressant à une maison de Suisse ou de pays scandinaves ; mais, ce qui revient sensiblement à rien, elle peut trouver chez cet intermédiaire les toilettes qui lui font envie et qui ont été commandées chez nous.

Une princesse saxonne qui brûle de porter, malgré la guerre, des robes de Paris peut envoyer chez nous une personne de sa taille qui commandera pour elle, essaiera, se fera livrer à l'hôtel et emportera ses précieux colis sans être à aucun moment suspecte. Il suffit pour cela qu'elle soit d'un pays neutre, et l'on sait combien il s'en trouve encore, malgré tout.

On aurait tort de conclure que cela peut se produire assez régulièrement pour donner lieu à un commerce constant.

Les modes de Vienne et de Berlin peuvent être à l'instar de celles de Paris ; nous avons pu les inspirer ; elles ne sauraient provenir, directement ou indirectement, de chez nous. R. V.

## Sir Henry Rawlinson succéderait au général Wilson

LONDRES, 19 février. — Selon le Times et le Daily Chronicle, sir Henry Rawlinson, dont on connaît le rôle actif dans la campa-



GÉNÉRAL RAWLINSON

gne des Flandres, succéderait au général Wilson dans le conseil supérieur de guerre interallié à Versailles.

AUJOURD'HUI  
Lisez  
**OUI**  
Journal Quotidien  
du matin



# LA DÉLICATE MISSION DE LORD NORTHCLIFFE

Lé brillant journaliste anglais est chargé par l'Angleterre du service de la propagande en pays ennemis.

C'est incontestablement une mission délicate, celle que les Anglais viennent de confier à lord Northcliffe. Avec leur franchise habituelle, nos alliés ont annoncé ouvertement la nomination du directeur du *Daily Mail* au poste de chef du service de la propagande en pays ennemis.

A première vue cette franchise est un peu surprenante, car, par définition même, une propagande en pays ennemis doit être secrète. Elle prouve, dans tous les cas, que les Anglais comptent la pratiquer avec la correction qu'ils apportent dans tous leurs actes.

J'ai eu l'occasion d'obtenir, auprès d'une personnalité attachée à la propagande anglaise en France, certains renseignements intéressants sur la façon dont lord Northcliffe prévoit l'organisation générale de son service.

On m'a d'abord confirmé que le directeur du *Daily Mail* était bien réellement chargé de la propagande en pays ennemis.

Il existe, en effet, déjà un ministre de la propagande en pays neutres, et ce ministre est lord Bevenbrook, dont la carrière fut foudroyante. Simple industriel de Montréal, il arriva à Londres vers 1900 et, depuis cette époque, il fut successivement nommé baronnet, puis élevé à la pairie, et, enfin, devint ministre et chancelier du duché de Lancaster. Ces échelons si élevés furent rapidement gravés, puisque le nouveau ministre est à peine âgé de 39 ans.

On voit donc que le service de la propagande en pays neutres est entre bonnes mains.

Lord Northcliffe aurait l'intention d'apporter dans ses procédés de pénétration en pays ennemis les moyens de publicité qu'il emploie dans ses campagnes de presse et qui ont obtenu de si importants résultats.

On sait la façon dont il propage ses idées dans l'esprit de ses compatriotes en faisant agir successivement ses trois journaux, chacun suivant ses moyens.

C'est le *Daily Mail*, vaillant éclaircisseur, qui est chargé de lancer une opinion; puis, arrive en renfort le *Weekly-Dispatch*.

Si la bataille est dure: «Faites donner la garde!» commande le maître, et aussitôt entre en lice le grave *Times*, dont les colonnes serrées emportent la victoire.

C'est en procédant de cette façon que le brillant journaliste secoua le fléau traditionnel de ses compatriotes au commencement de la guerre et leur fit ce moral admirable que nous constatons aujourd'hui.

On voulait d'abord mettre lord Northcliffe à l'écart; il refusa, prétendant réserver sa liberté pour ses campagnes d'influence, et le voici qui vient d'accepter la mission de diriger cette propagande spéciale.

C'est qu'il doit avoir sur la nécessité de cette mission des idées bien arrêtées. N'est-ce pas lui qui proclamait dans un dîner de publicistes anglais, au club de leur association, que les Allemands avaient dû leurs succès partiels à des armes autres que celles des troupes?

Et ces armes, il va les employer lui-même. Certes, elles ne ressembleront pas aux manœuvres louches, sournoises, de nos ennemis en Russie ou en Italie. Elles seront secrètes évidemment, mais efficaces dans tous les cas.

Les proclamations lancées par avions vont pleuvoir dru comme grêle sur les troupes allemandes, des voix inattendues expliqueront aux soldats les vérités qu'on leur cache. Mais n'en disons pas davantage: la surprise est un des éléments de toute publicité efficace.

Comme me l'affirmait en riant le diplomate anglais qui me renseignait: «Ce diable de Northcliffe est capable de tout... même de se faire comprendre d'un Allemand!». — J. CHANCEL.

## La Chambre continue la discussion des loyers

La Chambre a consacré hier une nouvelle séance à l'examen de l'article 29 du projet sur les loyers.

Cet article accorde une indemnité de l'Etat, égale à 50 0/0 du montant des loyers dont les locataires auront été déchargés, aux propriétaires dont le revenu net total ne dépasse pas 5.000 francs dans les communes de moins de 100.000 habitants, 8.000 francs dans celles de plus de 100.000, et 10.000 francs à Paris et dans un rayon de 25 kilomètres. La discussion fut longue et animée.

Hostiles au principe même de l'indemnité, les socialistes firent au texte proposé par la commission une vigoureuse opposition. Finalement, après le rejet de divers amendements, l'article fut adopté avec la substitution de la formule « indemnité servie par l'Etat » aux mots « indemnité de l'Etat », substitution votée par 320 voix contre 163.

On discutera cet après-midi les dispositions additionnelles avant de statuer sur l'ensemble de l'article.

Au début de la séance, la Chambre avait inséré à la suite des autres une interpellation du docteur Peyroux sur la situation administrative et financière de l'Afrique Occidentale Française.

## Les mairies vont distribuer les tickets d'essence

Chaque famille ou ménage peut, à partir d'aujourd'hui, retirer dans les mairies de Paris et de la banlieue des coupons d'essence réservés à la consommation domestique.

Ces coupons, délivrés sur présentation de la carte de sucre, donnent droit à un demi-litre d'essence et sont valables jusqu'au 15 mars.

Des mesures vont être prises pour assurer le ravitaillement des détaillants dans des conditions permettant aux clients de se servir chez tous les commerçants.

**EVAN** Goutteux **CACHAT** Rhumatisants Eau de Régime par excellence

LE "TIP" remplace le Beurre

Adm. Fellerin, 82, r. Rambuteau (2<sup>e</sup> 1/2 k.)

5 HEURES DU MATIN

# DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

## DES AVIATEURS ANGLAIS TROIS JOURS DE SUITE ONT BOMBARDÉ TRÈVES

Leurs bombes jetées sur la gare et des établissements provoquèrent des incendies.

(OFFICIEL BRITANNIQUE, 22 heures). — Hier, le temps a été très beau, la visibilité moins bonne que la veille. Nos aviateurs n'ont pas moins fait beaucoup d'excellent travail en liaison avec l'artillerie et pris de nombreuses photographies des zones avant et arrière de l'ennemi. Nos pilotes ont jeté, dans la journée, des bombes sur un camp d'aviation allemand au nord de Douai, sur un important dépôt de munitions près de Courtrai, sur une gare au sud-ouest de Douai, ainsi que sur des cantonnements ennemis en divers points du front.

Des combats aériens se sont déroulés sans interruption, au cours desquels onze appareils allemands ont été abattus, six autres contraints d'atterrir avec des avaries. Deux des nôtres ne sont pas rentrés.

A la nuit, malgré un épais brouillard, nos aviateurs ont exécuté avec succès plusieurs raids en arrière des lignes ennemies et jeté des bombes sur des cantonnements et des hangars.

Comme suite aux raids heureux exécutés de jour le 18 sur Trèves et Thionville, nos escadrilles de nuit, volant à faible altitude, ont attaqué de nouveau avec succès ces deux villes. Cinq éclatements de projectiles ont été observés sur la gare de Trèves, où un incendie a éclaté. Trois autres bâtiments étaient en feu au départ de nos aviateurs.

Dans le deuxième raid sur Thionville, des éclatements ont été constatés sur la voie ferrée et dans l'usine à gaz. Un violent incendie a été aperçu par nos pilotes attaquant Trèves. Les canons spéciaux et les patrouilleurs allemands ont été très actifs pendant les deux raids.

Un de nos appareils n'est pas rentré.

Le 19, nous avons effectué de jour un nouveau raid, le troisième en trente-six heures. Sur la ville de Trèves, nous avons lancé plus d'une tonne de projectiles. Nos pilotes ont observé onze éclatements sur la gare et six autres sur des bâtiments attenants, où trois grands incendies se sont déclarés. Nos appareils ont été sans cesse attaqués par les patrouilleurs ennemis, mais sans succès. Le tir des canons spéciaux a été également très nourri. Un de nos appareils n'est pas rentré.

Un nouveau raid anglais sur Zeebrugge

Trois appareils ennemis ont été détruits.

L'Amirauté annonce que, durant la nuit du 17 au 18 février, une escadrille navale a exécuté des raids de bombardement sur le môle et les docks de Zeebrugge ainsi que sur les docks de Bruges. Plusieurs tonnes d'explosifs ont été lancées. On a pu observer que des bombes étaient tombées le long des hangars de sous-marins et dans le voisinage des écluses et des quais.

Dans la matinée du 18 février, l'aérodrome ennemi de Warseneare a été attaqué; plusieurs de nos projectiles ont atteint les hangars et les abris.

Au cours de nos patrouilles offensives, trois appareils ennemis ont été détruits; tous les nôtres sont rentrés indemnes. (Radio.)

## Le 101<sup>e</sup> raid sur Londres

Cette dernière tentative — la troisième en trois jours — a complètement échoué.

LONDRES, 19 février. — Un communiqué de lord French annonce qu'une escadrille d'avions ennemis a franchi la côte d'Essex, lundi soir, un peu après vingt et une heures, et s'est dirigée sur Londres. Aucun des avions n'a pu franchir la ligne de défense, et jus qu'ici aucune victime ni aucun dégât n'ont été signalés.

Une note s'exprime ainsi, sur cet insuccès marquant de l'ennemi: «L'échec du raid aérien qui a eu lieu cette nuit a été complet et son avortement constitue un véritable triomphe pour nos organisations de défense contre les avions allemands.»

Nos ennemis étaient cependant très résolus à atteindre Londres coûte que coûte, mais les canons de la défense extérieure ne furent jamais plus efficaces que devant cette tentative.

La canonnade fut entendue dans la banlieue de Londres, mais les détonations se produisaient à si longs intervalles qu'un sentiment de confiance prévalait généralement parmi la population.

M. Lloyd George donne les détails des

## UN DISCOURS DE M. LLOYD GEORGE SUR LA CONFÉRENCE DE VERSAILLES

Le premier ministre anglais fait l'éloge des résolutions prises par le Comité interallié, mais refuse de donner à la Chambre des communes des précisions sur le plan général adopté.

LONDRES, 19 février. — Au cours du débat sur le budget de la guerre, à la Chambre des communes, M. Lloyd George, accueilli par des applaudissements, dit qu'il espère que la déclaration qu'il va faire sera traitée, quoi qu'on lui dise, comme une question de politique et non pas comme une question de personnalités.

Le gouvernement, a-t-il dit, a été extrêmement désireux de retenir les services de sir W. Robertson comme chef d'état-major aussi longtemps que cela était compatible avec la ligne de conduite qu'il avait décidé d'adopter conjointement avec les gouvernements alliés après la consultation prolongée de Versailles, et ce fut pour le gouvernement un sujet des plus profonds regrets de trouver qu'il était incompatible avec cette ligne de conduite de conserver les services d'un soldat aussi éminent.

« Si cette ligne de conduite est bonne, aucune personnalité, quelque précieuse, quelque importante, quelque éminente qu'elle soit ne doit barrer le chemin de son exécution. (Applaudissements.)

« Si cette ligne de conduite est mauvaise, aucune personnalité et aucun gouvernement ne doit barrer le chemin à son échec immédiat.

« Quelle est cette ligne de conduite? Ce n'est pas seulement la ligne de conduite de notre seul gouvernement, mais des grands gouvernements alliés agissant de concert. Sans ce rapport, il n'y a absolument pas la moindre différence entre notre ligne de conduite et celles de la France, de l'Italie et de l'Amérique.

« En fait, quelques-unes des conclusions auxquelles on est arrivé à Versailles sont le résultat de représentations très puissantes faites par les représentants des autres gouvernements, notamment du gouvernement américain. Cette ligne de conduite est basée sur la constatation que les Alliés ont souffert jusqu'à présent du manque de concert et de coordination dans l'effort, et notre but est de coordonner la ligne de conduite de cette concentration et de cette unité de l'effort.

« Ce fut après la défaite italienne que les gouvernements alliés jugèrent nécessaire d'établir une certaine autorité centrale afin de coordonner leur stratégie.

« A la dernière conférence de Versailles, il fut décidé d'étendre les pouvoirs de cet organisme.

M. Lloyd George déclare qu'il est nécessairement entravé dans les discussions sur la décision prise à Versailles, par la résolution, qui fut prise non seulement par les représentants militaires à Versailles, mais par les gouvernements séparément, qu'il ne serait pas désirable de donner n'importe quelle information relativement au plan général adopté. (Applaudissements.)

Il pense cependant pouvoir établir clairement sur quel point la controverse a été soulevée et pouvoir demander aux Communes de juger la décision des gouvernements relativement aux mérites et aux démérites de cette controverse.

## La constitution de l'autorité centrale

Tout le monde est cordialement d'accord sur le principe général exposé à Versailles.

« Pour ce qui concerne le plan également, un accord absolument complet existait et existe encore, autant que je le sache.

« L'accord existe quant à la ligne de conduite, l'accord existe quant à la nécessité d'une autorité centrale afin d'exercer une direction suprême sur cette ligne de conduite; l'accord existe quant à la nécessité que cette autorité soit interalliée et l'accord complet existe sur la nécessité de donner un pouvoir exécutif à cette autorité. La seule question qui se pose est de savoir la façon dont l'autorité centrale doit être constituée. Voilà le seul différend.

« Toute la question portait sur ce point et, à mon avis, l'accord s'est fait à cet égard. »

M. Lloyd George fait l'exposé des différentes phases de la discussion à la conférence. Plusieurs propositions ont été soumises et soigneusement examinées. Chacun est allé à la conférence avec le grand désir de trouver la meilleure méthode et non celui de préconiser une proposition particulière. Toutes les autres propositions ont été tour à tour rejetées jusqu'à ce qu'on arrivât à la dernière.

M. Lloyd George donne les détails des

propositions et des arguments avancés pour ou contre.

La première proposition avait l'appui en premier lieu des états-majors généraux français et britannique, mais les Américains et les Italiens n'étaient pas tout à fait de la même opinion.

Les Français et les Anglais étaient favorables à la proposition qui faisait du conseil des chefs des états-majors un corps central. On donnait pour raison que chacun des représentants devait être en contact le plus étroit avec son ministère de la Guerre respectif pour connaître les chiffres des effectifs, les équipements médicaux, le tonnage, le moral des troupes et les affaires du Foreign Office. On trouva aussi qu'il y avait de sérieuses objections constitutionnelles à ce qu'un corps interallié prit des décisions affectant l'armée britannique.

## Le rôle de la délégation américaine à la Conférence

M. Lloyd George explique comment la conférence, après avoir discuté et travaillé longuement, a fini par adopter une proposition, qui fut très chaudement appuyée par la délégation américaine. Le président du Conseil déclara qu'il ne pouvait donner connaissance des arguments de cette proposition à la Chambre des communes.

« La seule raison, dit le ministre, pour ne pas les lire dans cette enceinte est qu'ils s'entremêlent avec le plan des opérations. Si je les lisais, il ne me serait plus nécessaire de faire un discours. L'affaire est présentée par la délégation américaine avec une puissance de logique irrésistible. Qu'arrivera-t-il? Nous avons modifié la proposition de-ci, de-là; il y eut beaucoup de discussions qui prirent quelques heures, mais aucune voix adverse ne se fit entendre au sujet du plan lui-même.

## Le cas Robertson

M. Lloyd George poursuit: « Le cabinet avait l'impression que toutes les difficultés constitutionnelles et techniques se trouvaient aplanies. Le maréchal Haig acceptant de conserver ses fonctions et Versailles devenant le centre le plus important, nous décidâmes d'offrir ce poste au général Robertson. C'est alors que ce dernier souleva des objections aux décisions prises à Versailles à l'unanimité et cela en se basant sur des considérations purement militaires.

« En présence de son refus, nous lui proposâmes de rester chef d'état-major, mais il y mit une condition, à savoir que le représentant britannique à Versailles serait son subordonné. Cela nous parut impossible. Ce représentant se fût, en effet, trouvé dans une position inférieure aux autres membres du conseil et n'aurait pu, par suite, discuter à conditions égales.

« Le général Robertson refusant l'un et l'autre poste, nous dûmes, à notre grand regret, nous passer de lui, après avoir rendu hommage aux services rendus par lui. »

Le président du Conseil termina en ces termes: « Mettons un terme aux discussions. Le cabinet a le droit de savoir si la Chambre et la nation désirent ou non que nous poursuivions une politique délibérément adoptée pour organiser nos forces et repousser l'assaut de l'ennemi.

« Comme chef du gouvernement, je me suis, depuis le premier jour, efforcé de tout mon pouvoir de remplir mes écrasantes fonctions au mieux de l'intérêt public. Si la Chambre répudie cette politique dont dépend, selon moi, la sécurité du pays, je quitterai mon poste avec le seul regret de ne pas avoir eu plus de force et d'habileté à mettre à la disposition de ma patrie, à cette heure la plus grave de son histoire. »

Cette péroraison fut accueillie par de vifs applaudissements.

## Si les «Gothas» revenaient...

Au cours d'une réunion tenue hier à la préfecture de police, il a été dressé une liste générale des abris où la population pourrait, en cas d'alerte, trouver refuge. Cette liste sera prochainement approuvée.

Divers projets seront, en outre, soumis au préfet de police, notamment en ce qui concerne le trafic du Métropolitain et du Nord-Sud, ainsi que la fermeture des compteurs à gaz.

## LES NÉGOCIATIONS DE PAIX AVEC LA ROUMANIE COMMENCERAIENT VENDREDI

M. von Kühlmann se rendrait à Focsani comme chef des délégations des empires centraux.

ZURICH, 19 février. — D'après un télégramme de Vienne à la *Frankfurter Zeitung*, les négociations de paix entre les puissances centrales et la Roumanie commenceront probablement vendredi prochain. S'il en est ainsi, M. von Kühlmann se rendra à Focsani, à la tête des délégations représentant les empires centraux.

D'après cette même dépêche, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se borneront sans doute à demander des avantages économiques. (Radio.)

## Déclarations de M. Seidler à la Chambre autrichienne

BALE, 19 février. — On mande de Vienne: Le président du Conseil, M. de Seidler, présentant le budget provisoire pour quatre mois, a fait aujourd'hui à la Chambre des députés, devant une salle et des tribunes comblées, d'importantes déclarations.

M. de Seidler a fait tout d'abord observer que la République ukrainienne s'était engagée à mettre à la disposition de l'Autriche-Hongrie tout l'excédent de sa production agricole.

Nous attendons de cette disposition du traité de paix, a déclaré l'orateur, un allègement des conditions de la vie dans la monarchie.

Et M. de Seidler manifesta l'espoir que les céréales réclamées pourraient arriver bientôt. Il passa ensuite à l'examen de la situation intérieure en Russie, qu'il dépeignit comme anarchique.

Puis il parla des négociations de Brest-Litovsk et traita de la question de Chelm, ville qui a été incorporée à l'Ukraine, ce qui occasionne en Pologne de vives manifestations.

« Ces messieurs du Club polonais, dit-il, ne peuvent pas nier qu'une grande partie du gouvernement de Chelm est fortement peuplée d'éléments ukrainiens et cette nation a aussi un droit d'être entendue. (Applaudissements.)

« Je vais plus loin. Le premier devoir du gouvernement austro-hongrois était d'obtenir la paix. (Applaudissements répétés.)

« Ce qui fut fait à Brest-Litovsk, c'est la paix pour le peuple. »

## L'Emprunt du Maroc au Conseil des ministres

Les ministres se sont réunis, hier matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

M. Lebrun, ministre du Blocus, a rendu compte de la marche des négociations poursuivies à Londres en vue d'accords relatifs au blocus.

M. Klotz, ministre des Finances, a soumis au Conseil les conditions de l'émission à laquelle il va être procédé, d'une seconde tranche de l'emprunt de 242 millions que les lois des 17 mars 1914 et 25 mars 1916 ont autorisé le protectorat du Maroc à contracter. Cette émission, qui épuiserait le montant des autorisations accordées, portera sur un capital de 172 millions.

M. Klotz, ministre des Finances, a présenté à la signature du président de la République un projet de loi portant autorisation d'avances aux pays alliés ou amis. Ce projet, qui a été déposé immédiatement sur le bureau de la Chambre, comprend les sommes nécessaires pour assurer quant à présent dans les mêmes conditions qu'au cours des derniers mois le service en France des emprunts émis ou garantis par la Russie.

L'abondance des matières nous oblige à retarder la publication de la chronique de M. Jean-Jacques Brousseau sur LES LIVRES.

## Bourse de Paris, 19 Février 1918

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
5 0/0 non lib.	87 70	87 75	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
5 0/0 lib.	87 70	87 75	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
5 0/0 annuit.	71 50	71 60	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
5 0/0 lib.	87 70	87 75	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
3 1/2 %	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
Tout 1892	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
A. R. (C. 1892)	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1893	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1894	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1895	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1896	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1897	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1898	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1899	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1900	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1901	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1902	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1903	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1904	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1905	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1906	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1907	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1908	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1909	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1910	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1911	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1912	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1913	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1914	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1915	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1916	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1917	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1918	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1919	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1920	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1921	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1922	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1923	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1924	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1925	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1926	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1927	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1928	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1929	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1930	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1931	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1932	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1933	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1934	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1935	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1936	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1937	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1938	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1939	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1940	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1941	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1942	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1943	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1944	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1945	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1946	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1947	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1948	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1949	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1950	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1951	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1952	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1953	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1954	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1955	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1956	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1957	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1958	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1959	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1960	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1961	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1962	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1963	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1964	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1965	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1966	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1967	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1968	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1969	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1970	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1971	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1972	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1973	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1974	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1975	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1976	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1977	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1978	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1979	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1980	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1981	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1982	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1983	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1984	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1985	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1986	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1987	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1988	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1989	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1990	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1991	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1992	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1993	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1994	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1995	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1996	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1997	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1998	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
1999	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2000	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2001	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2002	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2003	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2004	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2005	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2006	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2007	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2008	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2009	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2010	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2011	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2012	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2013	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2014	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2015	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2016	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2017	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2018	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2019	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2020	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2021	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2022	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2023	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2024	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2025	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2026	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2027	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2028	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2029	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2030	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2031	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2032	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2033	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2034	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2035	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2036	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2037	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2038	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2039	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2040	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2041	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2042	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2043	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2044	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2045	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2046	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2047	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2048	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2049	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2050	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2051	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2052	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2053	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2054	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2055	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2056	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2057	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2058	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2059	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2060	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2061	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2062	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2063	83 10	83 15	1 <sup>er</sup> Fonc. 189	380	380
2064	8				



## VÉRONIQUE

PAR HORACE VAN OFFEL

Tous les ans, à la saison des semailles, je quittais mon béguinage et je m'en allais vers les églises de Flandre.

La plupart de ces églises étaient vénérables et belles. Celles du pays de Waes s'exaltaient au-dessus des champs de colza étoilés de fleurs sans nombre. En Brabant elles étaient vêtues de lierre. Le long de la côte, elles dressaient dans le vent leurs tours massives qui guidaient la marche inquiète des barques de la mer. Je ne suis qu'une pauvre femme, mais je possède un secret. Grâce à ce secret je puis, sans nuire, rendre aux tableaux anciens leur éclat terni par les ans. Les ciels redeviennent bleus et les arbres verts. L'or resplendit de nouveau dans le nimbe des saints et sur le manteau des anges. Le sang de Jésus reprend sa couleur de vin pur, et ses larmes brillent comme des gouttes de cristal.

Ainsi mes mains pieuses ont touché tous les chefs-d'œuvre. Les Adorations, les Nativités, les Golgothas, les Résurrections et les Martyres. Comme ma patronne Véronique, j'ai vu renaître cent fois, sur la toile, le doux visage couronné d'épines.

Alors, songez à ma douleur, lorsque je vis pénétrer l'ennemi dans notre contrée béni. La Flandre est comme une noble maison remplie de trésors d'art et de portraits. Chaque coup de canon, chaque incendie allaient détruire un monde de reliques.

Cependant ils apparurent. Plus avides, plus barbares et plus cruels que les soldats d'Hérode. Des fantassins barbus et ivres, des artilleurs dont les attelages tiraient des pièces monstrueuses, des cavaliers qui portaient du butin accroché au pommeau de leur selle.

Et ils ne respectaient rien. Ils abattaient les croix des cimetières pour faire du feu et se servaient des béniétiens en guise de mangeoires pour leurs chevaux. Notre béguinage fut détruit. Alors, je me rendis à Anvers, où habitait mon frère. Je marchai longtemps dans un pays tranquille. Mais à Malines j'entrevis tout à coup l'horrible visage de la guerre.

La ville montrait à nu ses ossements de bois et ses entrailles de pierre. Les statues des saints, les calvaires étaient renversés, et toutes les madones de carrefours mutilées. La cathédrale semblait mourir de ses blessures. Dans le creux de ses plaies profondes, la pourpre des vitraux éclatait en taches lumineuses et sanglantes.

Je continuai mon chemin. Bientôt je me trouvai au milieu des terres foudroyées. Plus rien n'était entier, plus rien n'était debout. La dévastation était si grande si totale, que j'eus de la peine à croire que c'était là l'œuvre de quelques faibles humains. Une divinité vengeresse avait passé par là. Peut-être la Mort elle-même, en laissant derrière elle la trace de ses énormes andains.

Mais, chose troublante, on eût dit aussi qu'un mystère suave se levait sur cette vaste destruction. Partout la croix souillée et profanée réapparaissait intacte et jaillissait, comme une plante inattendue, des fanges piétinées !

Des croix dans les sillons, des croix au pied des murs écroulés. Des croix au bord des fossés, des croix le long des haies. Des croix dans les vergers, des croix dans les jardins. Des croix solitaires et tragiques, des croix groupées en constellation. Des croix blanches, des croix noires. Des croix devant le seuil des maisons désertes, des croix au milieu de la route. Des croix ! des croix ! des croix !

C'était une multiplication effrénée et miraculeuse.

Je marchais toujours. Une peine sans bornes m'accablait. Il me semblait entendre une voix angoissée qui criait : — Tout est consommé !

Cependant, à mesure que j'avancais, je voyais le paysage redevenir paisible. Les ruines s'espaciaient. Maintenant, autour de moi, s'étendait une plaine fertile, que les canons n'avaient pas encore labourée. Des fermes se groupaient çà et là, déjà éclairées par la douce lueur des lampes familiales.

Une cloche lointaine sonna l'angelus. Ainsi j'arrivai à hauteur de Waerlos. Un peu avant ce village il y a un cimetière entouré de murailles sombres et basses. Un grand crucifix s'y élève au-dessus de la noire brousaille des tombeaux.

A cette heure, ce crucifix me parut gigantesque. Il était tourné du côté des villes massacrées et ouvrait les bras immensément. Je m'arrêtai une minute.

Alors, entre la fuite rapide des nuages nocturnes, la lune montra sa funèbre lumière. Et cette lumière fit apparaître sur les voiles de la nuit la face transfigurée du Dieu martyrisé.

Je le reconnus. C'était bien Lui, mon Agneau, mon Seigneur. Lui dont j'avais lavé si souvent la blanche tunique, les pieds, les mains et les plaies.

Lui, la Victime au sang couleur de vin pur, aux larmes brillantes comme du cristal.

Lui dont le visage est éternel et ineffaçable.

Avant d'aller plus loin, je me retournai, et je regardai du côté de la guerre. Et je sentis que la guerre ne me faisait plus peur.

Horace Van Offel.

MALACEINE  
POUDRE DE RIZ

## LE MONDE

## LES COURS

De Salonique on annonce que le colonel Ignat, attaché militaire roumain près le commandant en chef des armées alliées d'Orient, a remis au prince héritier de Serbie, de la part du roi Ferdinand de Roumanie, les insignes de l'ordre militaire de Michel-le-Brave.

Le prince de Serbie a conféré au colonel Ignat la cravate de l'ordre de l'Aigle-Blanc.

## CORPS DIPLOMATIQUE

S. Exc. le vicomte Ishii, le nouvel ambassadeur du Japon aux Etats-Unis, est attendu à Washington.

## CERCLES

Le comité de la Société d'encouragement s'est, lors de sa dernière séance, adjoint quatre nouveaux membres : le colonel de Mareuil, le colonel de Dampierre, le comte Fortuné d'Andigné et le baron Edouard de Rothschild.

## INFORMATIONS

L'amiral de Saint-Pair a remis la médaille d'or du mérite à Mme Irène Barrière et la médaille de vermeil au chevalier Alfredo Ramsoni, qui se sont dévoués, depuis le début de la guerre, aux blessés soignés à l'ambulance française des Soeurs de Saint-Charles de Nancy, à Rome. Tous les soldats hospitalisés et le personnel de l'ambassade de France assistaient à la cérémonie.

M. Henri Haag, commissaire de 1<sup>re</sup> classe de la marine, vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur. Il est le frère de notre collaborateur, aux armées, Jules Haag.

Le docteur Jean Berton, médecin chef aux armées, titulaire de la croix de guerre, a été fait chevalier de la Légion d'honneur.

## NAISSANCES

La comtesse Jean d'Elbée vient de donner le jour à un fils, qui a reçu le prénom d'Elie.

Mme Louis de Raynal, née de Bouvier, a mis au monde un fils appelé Etienne.

Mme Villedet de Faule, née Le Pelletier de Glatigny, est mère d'une fille : Eliane.

Mme Gaston Salatin, née de Paris, a donné le jour à une fille : Geneviève.

## FIANCEILLES

M. Jacques Piéron, lieutenant au 10<sup>e</sup> dragons, détaché à un état-major d'infanterie, est fiancé à Mlle de La Bretonnière.

De Caen nous apprenons les fiançailles de M. François de Bras de Fer avec Mlle Yvonne de La Croude, fille de M. C. de La Croude et de Mme, née de Langie.

Mlle de Bonald, fille de M. de Bonald, engagé volontaire, canonier au 1<sup>er</sup> d'artillerie, et de la vicomtesse de Bonald, née Carayon Talpayrac, épousera prochainement M. Jean de Taillac, brigadier au 8<sup>e</sup> d'artillerie lourde, décoré de la croix de guerre, fils de feu M. de Taillac, et de Mme de Taillac, née Lalande.

## MARIAGES

Hier a été célébré en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, le mariage de notre confrère le vicomte Jean d'Esmerard (en littérature Jean d'Esme), interprète au grand quartier général de l'aviation américaine, fils du comte d'Esmerard et de la comtesse, née Patu de Rosemont, avec Mlle Marie-Andrée Mareschal de Bièvre, fille du marquis de Bièvre et de la marquise, née Membre-Adam.

Les témoins du marié étaient : le général marquis de Saligny et le comte E. d'Esmerard, ses oncles ; ceux de la mariée : le comte G. Mareschal de Bièvre et le vicomte L. Delamalle, ses oncles.

Ces jours derniers a été célébré le mariage du Dr Matr, chirurgien en chef de l'hôpital de Fontainebleau, avec Mme Georges Lesourd.

## DEUILS

Nous apprenons la mort :

Du colonel Nieuport-Tinley, qui depuis le début de la guerre commandait la base britannique à Marseille. Officier de carrière très distingué, décoré de plusieurs ordres, il avait été récemment élevé à la dignité d'officier de la Légion d'honneur. Le colonel Nieuport-Tinley a succombé à la rupture d'un anévrysme ;

Du baron Aymar de Bonafos, lieutenant au 19<sup>e</sup> dragons, mort à l'hôpital militaire de Montpellier, des suites d'une maladie contractée au front. De son mariage avec Mlle de Chérisey il laisse deux enfants ;

Du colonel Stevens de Bourgogne, de l'ancienne armée belge, décédé à Zurich après une longue maladie ;

De la vicomtesse des Roys, née Miltenberger, veuve du général de division et mère de la comtesse d'Hautpoul ;

Du comte de Ruffin, qui a succombé en son domicile, 1, rue Goethe.

## BIENFAISANCE

L'Œuvre de la Somme dévastée organise à son bénéfice une matinée de gala qui aura lieu le mercredi 27 février au théâtre Edouard-VII. Des artistes de l'Opéra, de la Comédie-Française, de l'Opéra-Comique, etc. ont bien voulu assurer leur gracieux concours, et le programme sera des plus attrayants.

Places au siège social de l'œuvre, 51, rue de Bourgogne ; 4, place de la Madeleine, et au théâtre Edouard-VII.

Un concert de bienfaisance en faveur de l'œuvre des Prisonniers de guerre roumains, placée sous le haut patronage de S. M. la reine de Roumanie, sera donné le jeudi 28 février, à 4 heures, salle de l'Université des Annales, par Mlle Marika Bernard, violoncelliste de S. M. la reine de Roumanie. Mlle Jane Hatto et M. Edouard Risler ont bien voulu promettre leur gracieux concours. Au programme, des œuvres de Fauré, Saint-Saëns, Lalo, etc.

Le mercredi 6 mars, très belle matinée de bienfaisance chez Mme Gouttenoire de Toury, 60, avenue Montaigne, avec le concours des principaux grands artistes de Paris, au profit de l'œuvre du Paquet du Soldat aux tranchées.

Prière d'adresser les avis de Noces, Mariages, Départs, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 50-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

A LA SCABIEUSE, 8, rue Salomon-de-Caus (Square des Arts-et-Métiers). Tél. : Arch. 11-34. Modèles élégants. Deuil à domicile. Prix modérés.

AVIS AUX HABITANTS DE LA RIVE GAUCHE Il est temps que vous ayez un peu les mêmes avantages que les habitants de la rive droite. Aussi « Tommy », bottier, qui vend 5 et 10 francs meilleur marché que n'importe qui, ouvre une succursale 44, rue Saint-Placide !

UNE jeune marchande de dentelles était amenée, il y a trois jours, devant la seizième chambre correctionnelle pour s'y expliquer au sujet d'un vol singulier qu'elle avait commis.

Vêtue d'une robe violette, parée d'une cravate violette et coiffée d'un chapeau violet, la jeune femme était entrée dans un grand magasin et y avait dérobé un coupon de soie violette.

Et elle exposa aux juges que « c'est plus fort qu'elle » ; que le violet la fascine ; qu'elle ne peut voir un objet de couleur violette sans éprouver l'impérieux besoin de s'en emparer...

Le tribunal s'est montré fort embarrassé. Cette marchande de dentelles est-elle une « roubarde » ou une malade ?

Les juges ne sont pas sans pitié. Ils ont donc chargé un médecin de procéder à l'examen mental de cette amoureuse du violet.

J'attends avec quelque impatience les conclusions du médecin légiste et le jugement.

Car il se peut que le médecin déclare : « Oui, cette marchande de dentelles est un peu toquée. Elle ne l'est point sans doute dans le train ordinaire de la vie, mais dès qu'elle voit du violet elle est capable de tout. Je suis par conséquent d'avis que le tribunal lui soit aussi indulgent que possible... »

C'est entendu. Et supposons que la jeune voleuse en soit quitte pour quelques francs d'amende, ou un peu de prison « avec sursis ». Il est clair qu'elle ne sera point guérie, pour si peu, de sa manie, et qu'en face de cette « irresponsable » en liberté les pauvres marchands qui ont des choses violettes à vendre continueront d'être exposés aux ennuis les plus immérités...

A Dieu ne plaise que je réclame pour cette délinquante le supplice de la détention perpétuelle ou de la maison de santé ! Je ne suis pas si féroce. Mais, tout de même, j'aimerais que la société fût un peu mieux défendue qu'elle ne l'est aujourd'hui contre les aigre-fins, les méchants et les gens trop malins. Irresponsabilité... Qu'est-ce que cela veut dire ? Un chauffeur de taxi, qui a, comme chacun de nous, des ancêtres, c'est-à-dire une hérédité nerveuse qui le conduit, n'est pas, lui non plus, responsable tout à fait de la nonchalance, de la nervosité, de la distraction qui lui font blesser ou tuer quelqu'un dans la rue... Je suis cependant convaincu que si le Code punissait d'un an de bagne le chauffeur qui renverse un passant il y aurait beaucoup moins d'accidents d'auto dans Paris.

SONIA.

## Vive la classe !

Grande animation autour des mairies parisiennes.

Les jeunes gens qui viennent d'offrir leur académie à l'examen du conseil de revision attendent sur la place leurs camarades qui n'ont pas encore passé sous la toise.

Ils chantent. Ils sautent. Ils rient. Leur gaité est, pour ainsi dire, rituelle. Elle est de tradition. C'est une très vieille coutume.

Jadis, le jour du tirage au sort était consacré à la joie. Ceux qui puisaient dans l'urne un bon numéro méritaient leur allégresse. Ceux que le hasard n'avait pas favorisés s'étourdissaient en faisant du tapage.

Aujourd'hui l'on ne tire plus au sort. Cette formalité est devenue superflue depuis que le service est égal pour tous.

Cependant les conscrits continuent, comme par le passé, à fixer sur leur casquette ou sur un tuyau de poêle en accordon un carré de papier bariolé. Au lieu du numéro qui jadis y était écrit, on lit : Bon ou bien : Vive la France ! Ces deux inscriptions valent bien un chiffre dépourvu d'éloquence.

A de petits éventailes, des marchands ambulants vendent des cocardes aux franges d'or, des flots de rubans roses, bleu ciel, vert tendre, des aigrettes de fils d'argent, de petits drapeaux, des broches de cuivre doré où se détachent en relief les mots : — Classe 1919 — Quand même ! — A la victoire !

Les poilus de demain font ample moisson

de ces colifichets. Ils en charment leur poitrine.

Puis, en cortège, crevant des tambourins, s'époumonnant dans des mirlions, ils déambulent le long des rues ; ils envahissent les autobus, le métro : ils rient et s'égaillent.

Le public les regarde avec indulgence, avec sympathie, avec émotion. On dit : « Ils ont bien le droit de faire les fous ! Les heures sérieuses ne sonneront que trop tôt pour eux ! »

Et intérieurement tous les Français répètent, avec ferveur, après eux : « Vive la classe ! »

## Film tragique

Les journaux anglais annoncent la mort dramatique du colonel Colenbrander. Il ne s'agit pas, comme on pourrait le croire, d'un glorieux combattant mortellement frappé au champ d'honneur, mais d'un acteur de cinéma. Colonel, il ne l'était qu'à la façon de Buffalo Bill. Pourtant sa carrière abonde en coups d'estoc et de taille.

Né dans le Sud-Africain, il y passa toute sa vie. Il prit une part active et brillante aux batailles pittoresques que les peuplades nègres se livrent entre elles. Dans un combat singulier, avec un grand chef zoulou, il reçut sept blessures dont il guérit d'ailleurs parfaitement. Il devint généraissime des Zoulous et défit complètement le roi voisin.

Dans la guerre anglo-boer, son rôle fut plus sérieux. Son nom fut mentionné dans les communiqués et son courage fut récompensé par la décoration de l'ordre du Bain. Il vient de trouver une mort digne de sa vie tumultueuse.

Il jouait pour un film le personnage de lord Chelmsford qui, en 1879, commandait en chef l'armée britannique contre les Zoulous. Au milieu d'une fourgueuse charge de cavalerie qu'enregistrait l'opérateur de cinéma, le cheval du colonel Colenbrander fit un écart. Le cavalier fut précipité dans une rivière et s'y noya.

## LA VIE A PETROGRAD



Comment, sous le régime maximaliste, le bourgeois russe se met au lit !

(Extrait du journal russe Novy Satirikon, de Petrograd.)

## L'automobile à travers le monde

La statistique, cette science qu'on raille volontiers, mais qui apporte cependant sa contribution documentaire, nous apprend qu'il existe dans le monde 4.219.246 automobiles : pas une de plus, pas une de moins.

Le dernier recensement opéré aux Etats-Unis indique que ce pays possède à lui seul 84 0/0 des automobiles actuellement en circulation, soit 3.541.738, pour une population de 103 millions d'âmes, ce qui revient à dire une voiture par 30 habitants.

Mais il faut tenir compte de la nature du

terrain, de la situation financière des habitants, de leurs besoins économiques. Au Canada, il y a une voiture par 60 habitants, alors qu'en Chine et au Tibet on n'en trouve qu'une par 10.000.

Dans tous les pays où l'on pourra facilement construire des routes, le développement intense de l'automobilisme est certain.

Il y a 100 automobiles au Congo, 110 au Cameroun et 150 dans les îles du Pacifique.

Assurément, quand reviendra la paix, il y aura encore de beaux jours pour les fabricants de voitures. Que nos industriels se préparent dès maintenant à la lutte économique qui remplacera la bataille sanglante.

## « Courrier russe »

Un de nos amis, M. Boltanski, nous écrit de Christiania. Sa lettre est datée du 31 janvier :

« Mes regards tombent sur un singulier journal : le Rousski Vestnik (Courrier Russe). Sous le titre, la traduction en allemand : Russischer Bote. Ce journal paraît trois fois par semaine. Point d'adresse. On s'abonne dans les bureaux de poste. J'ai en main le numéro du 12 janvier 1918. Titre de l'article de fond : Les menées de l'Entente. Une phrase entre vingt : « L'Angleterre et la France ont le vif désir de continuer la guerre jusqu'au dernier soldat russe ». Titre d'un autre article : Qu'attend l'Angleterre de la Russie ? Une phrase : « Tel le subtil Sherlock Holmes, l'agent d'affaires anglais parcourt la Russie, cherchant à s'immiscer dans les affaires intérieures ». Plus loin, je note une lettre d'un prisonnier russe détenu en Allemagne et qui se plaint... devinez de qui ?... du kaiser ? non point ! de l'Angleterre, de la France et de l'Amérique, dont la triple tyrannie fera périr la Russie ».

Les renseignements de notre ami expliquent bien des choses. Ils prouvent à quelle propagande les Allemands se sont livrés dans la presse russe. D'ailleurs, beaucoup de Russes semblent partager les opinions exprimées dans le Russischer Bote. Ils trouvent du charme à la culture allemande. Ils en tâteront peut-être.

## Dans le temple

Hier, au secrétariat de l'Académie française, quelqu'un vint demander l'adresse du maréchal Joffre.

Rue Michel-Ange, répondit un huissier. Il prononça Michel comme dans la chanson de la Mère Michel.

Merci, fit l'autre. Mais il faut dire : Michel-Ange.

Si vous voulez, condescendit l'huissier. Ce n'est pas moi qui veux, c'est la coutume. Vous êtes ici dans le temple du beau langage.

L'huissier se rengorgea sans répondre. Au fond, il était flatté de l'hommage rendu à la maison. D'oresnavant, sans doute, il prononcera :

C'est la mère Michel, qu'a perdu son kal.

## LE PONT DES ARTS

On a inauguré à Santiago de Cuba un monument à José-Maria de Heredia, le poète du Chant du Niágara et proche parent du célèbre auteur des Trophées. Une artiste cubaine, au cours de cette cérémonie, a lu trois sonnets à la louange de cet écrivain. Mais le plus curieux, c'est que ces trois sonnets ont été composés, en espagnol, par notre José-Maria de Heredia lui-même en l'honneur de son homonyme et parent. Preuve de la haute estime où il se tenait. On dit qu'un célèbre poète français projette une traduction de ces pièces curieuses.

Une caisse renfermant une petite troupe de poupées de France va partir pour Chicago. Les unes sont en costumes d'Alsace, bariolées avec un goût exquis, les autres représentent de ravissantes infirmières. Toutes ont été modelées et habillées par M. Félix Fournier, qui est un maître de la cré et un maître des accoutrements féminins.

La dernière semaine de février sera consacrée, à l'hôtel Drouot, à la vente de la bibliothèque de M. J.-L.-P., composée de livres illustrés du dix-neuvième siècle et contemporains éditions originales, grands papiers, manuscrits, autographes, etc. Il y aura là des choses fort intéressantes.

LE VEILLEUR.

## UN PEU DE PERSPECTIVE

par Lucien Métivet



— Ce qu'on dit dans le monde, cher maître ?... les gothas toujours au premier plan...  
— Et on les aimerait mieux dans le lointain.

Ayuntamiento de Madrid





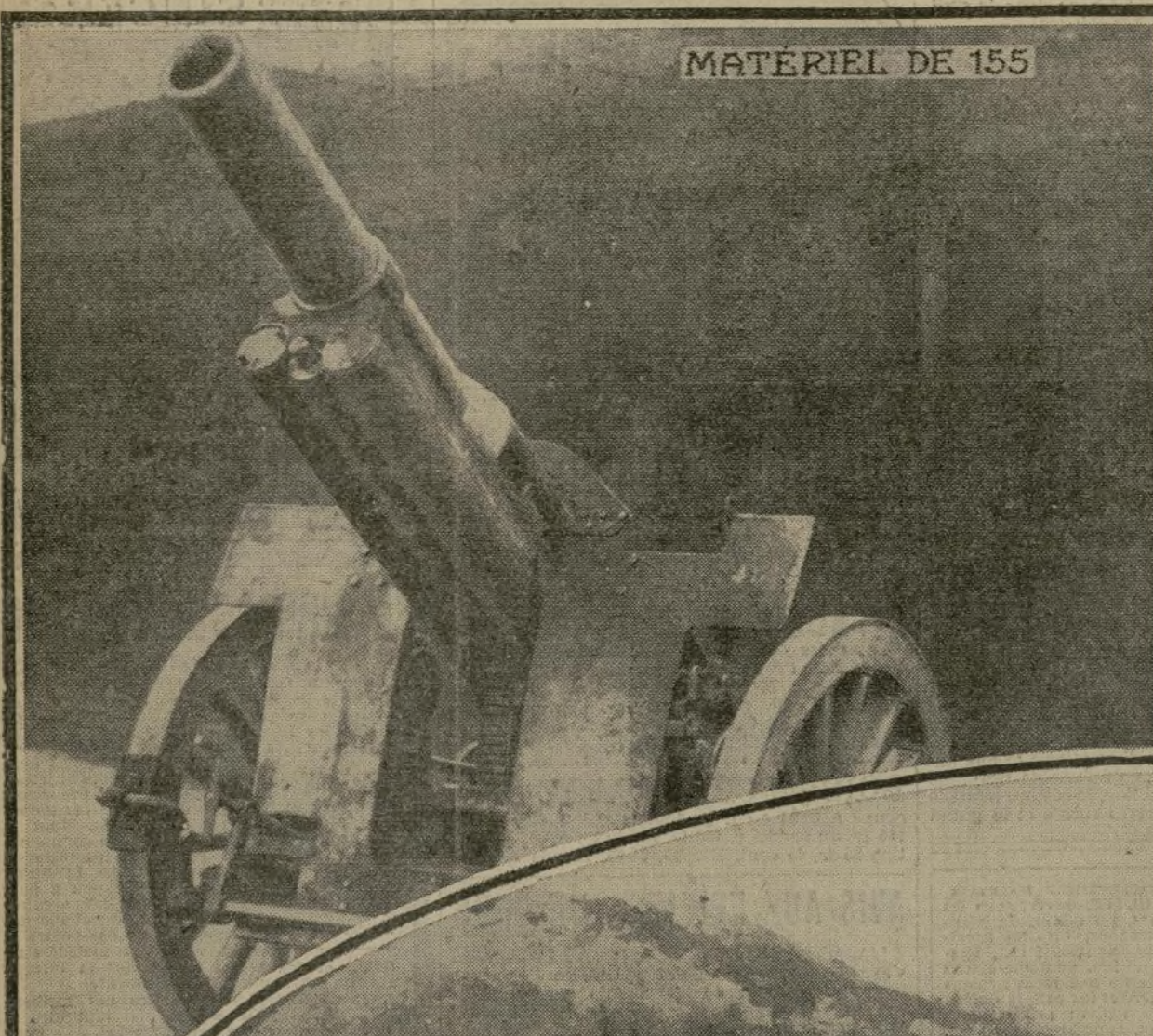


Chez **MERCIER FRÈRES**  
TOUJOURS 100, faubourg Saint-Antoine, PARIS  
les plus élégants mobiliers

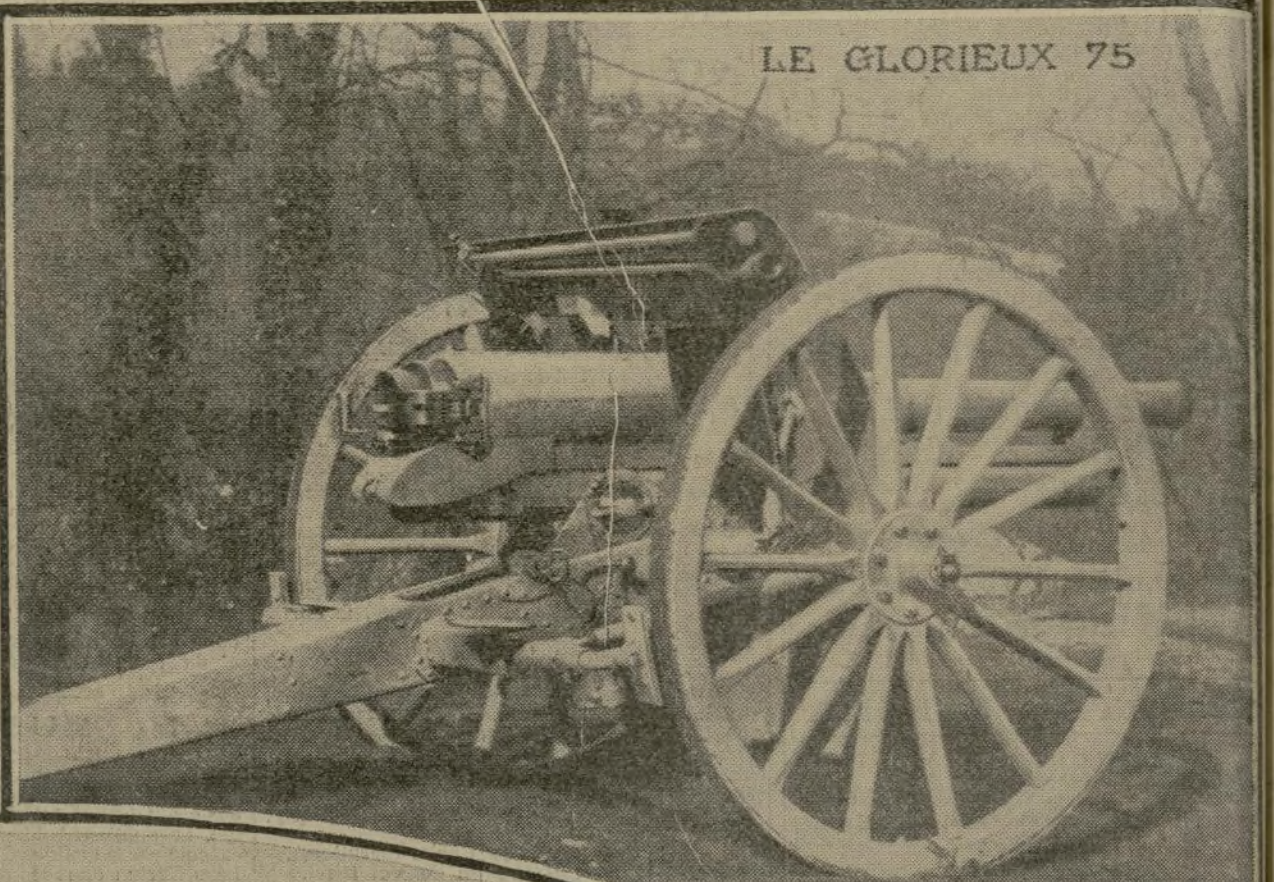
# EXCELSIOR

Chez **MERCIER FRÈRES**  
TOUJOURS 100, faubourg Saint-Antoine, PARIS  
les plus élégants mobiliers

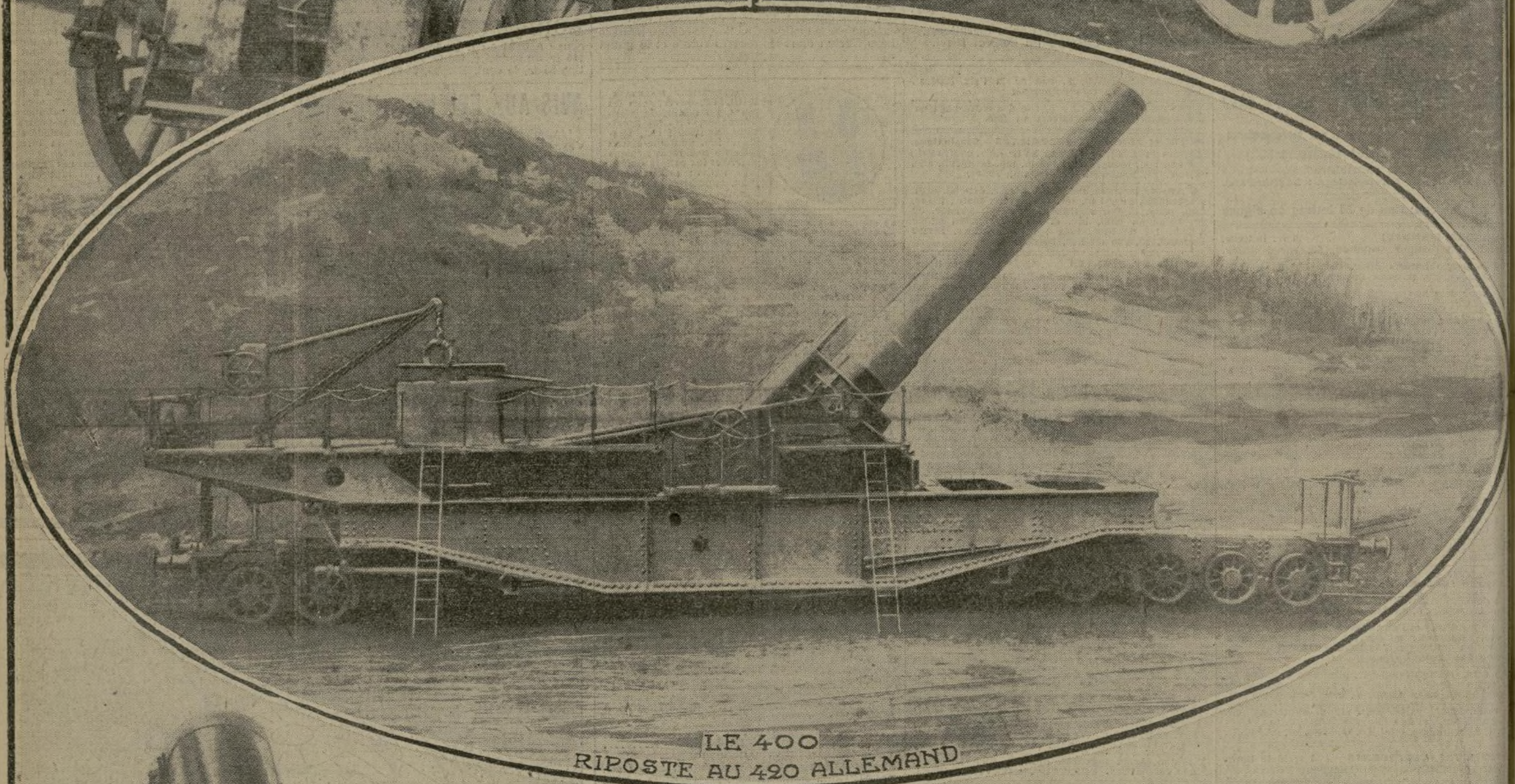
L'OFFENSIVE ALLEMANDE? QUELQUES-UNS DES OBSTACLES QUE RENCONTRERONT NOS ENNEMIS SUR LEUR ROUTE



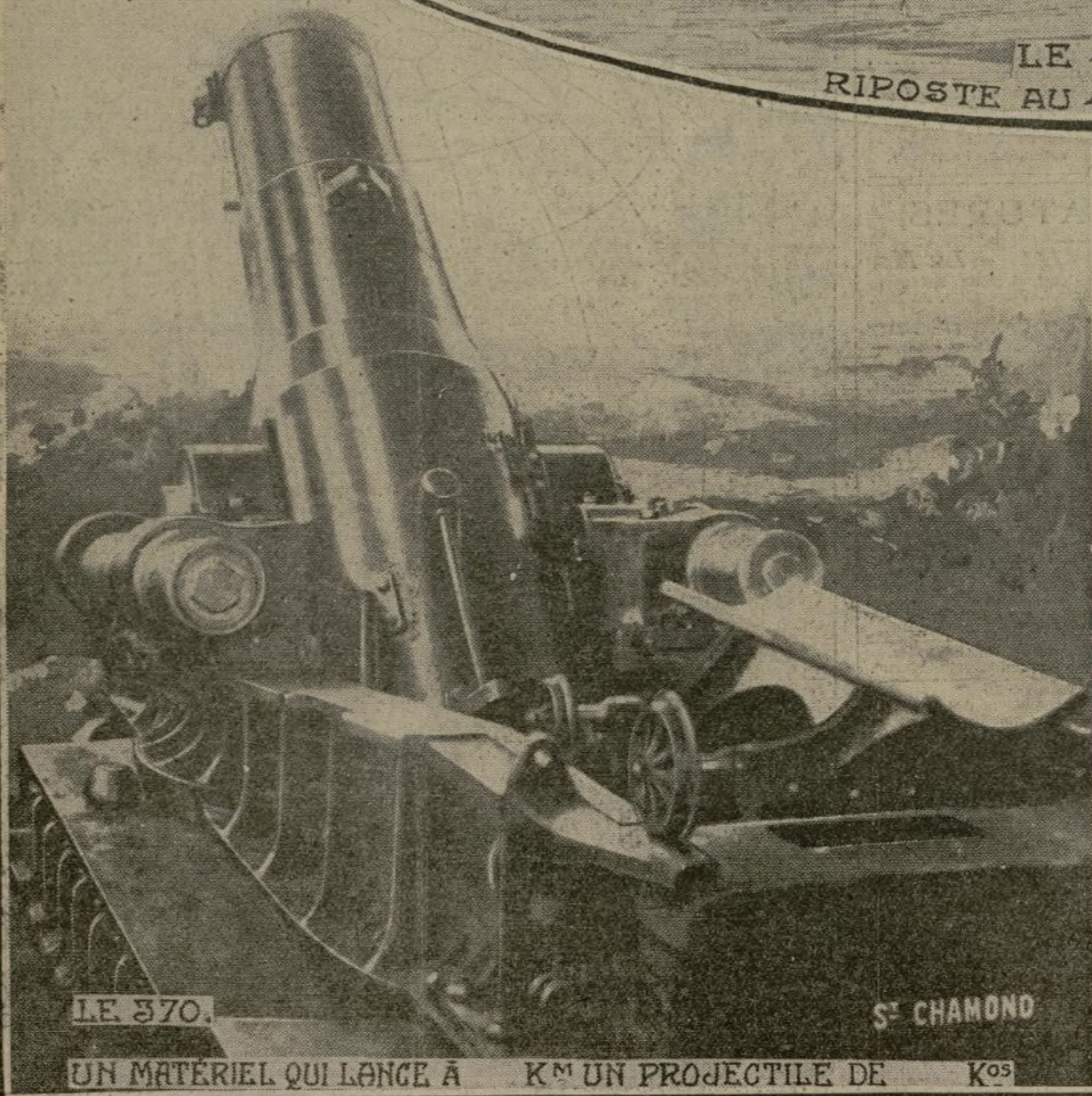
MATÉRIEL DE 155



LE GLORIEUX 75



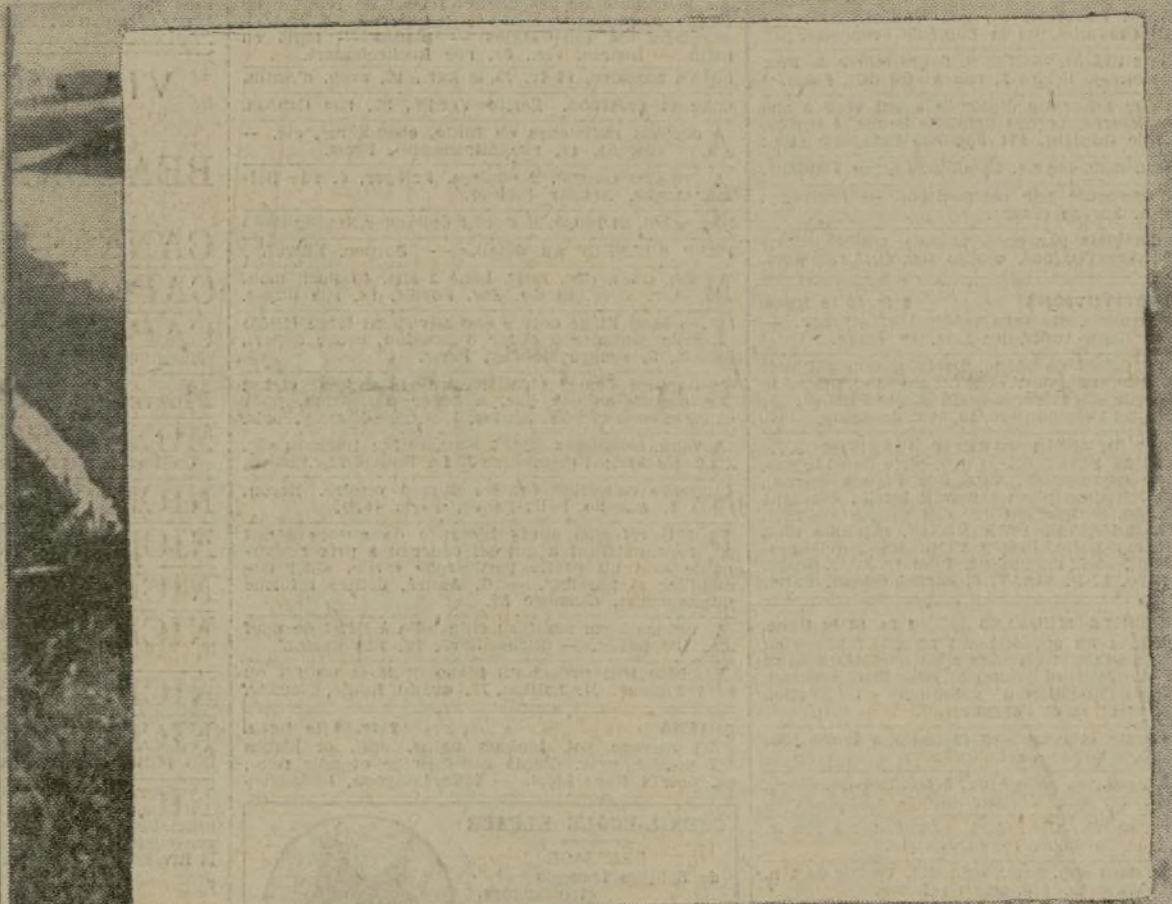
LE 400  
RIPOSTE AU 420 ALLEMAND



LE 370.

S<sup>T</sup> CHAMOND

UN MATÉRIEL QUI LANCE À KM UN PROJECTILE DE KOS



LES TANKS

Nous avons groupé sur cette page quelques-uns des engins de guerre créés, mis au point et construits par la Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt,

dans ses célèbres usines de Saint-Chamond. Cet ensemble donne une idée de l'énorme puissance dont disposent nos artilleurs. Il est bien de nature à nous donner confiance au cas où nos ennemis mettraient à exécution les projets d'offensive dont on parle tant.